Mensuel No 159 Aout 1987
5FF 40FB 2FS 1$can.

REVOLUTION INTERNATIONALE

M 2485 - 159 - 5,00 F
3792485005003 01590

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Pour riposter aux attaques massives de l'Etat

UNITE OUVRIERE

Le corporatisme, l'isolement, la division ne mènent qu'à la défaite

En ce milieu d'été, derrière les campagnes de diversion tous azimuts menées par les médias - que ce soit sur les "aléas de la cohabitation", sur les "succès de Le Pen", ou, dernière en date, sur le battage d'envergure anti-Iran menée à grand renfort de publicité (cf. article p.6) -, ce qui se prépare en réalité, dans les coulisses pour les ouvriers est clair et net : la bourgeoisie et son Etat sont bien déterminés à faire payer la classe ouvrière; et de plus en plus cher. A ce niveau, il n'y a pas d'illusion à se faire. Les mesures anti-ouvrières qui sont tombées ces dernières semaines ne sont que les premières escarmouches d'une offensive de grande envergure contre tous les aspects de ses conditions d'existence (cf. article p.2).

Dans le même temps, les syndicats, ces prétendus "amis des ouvriers', ceux qui se sont avérés clairement comme les premiers organisateurs du sabotage systématique de leur riposte de classe, ont déjà pris position et promis d'"organiser la riposte à la rentrée". FO a déjà annoncé une "grande manifestation nationale" pour le 2/10, quant à la CGT, elle déclare, par la bouche de Krasucki : "Préparez-vous. A la rentrée, la CGT sera présente" et prévoit, elle, de manifester le 1er octobre. Et là non plus, il n'y a pas d'illusion à se faire. Si les syndicats sont si empressés d'"être là à la rentrée", c'est qu'ils sont bien décidés à occuper le terrain pour saboter toute velléité de lutte dès que celle-ci se présentera, comme ils l'ont déjà si bien fait à la SNCF, et depuis.

Pourtant, pendant que l'Etat cogne et se prépare à cogner encore plus fort, pendant que les syndicats annoncent haut et fort leur détermination à ne plus se laisser surprendre par le surgissement de la réaction ouvrière, pendant donc que tout ce beau monde est sur ses gardes et fourbit ses armes face à la menace d'un nouveau mouvement de classe d'ampleur, apparemment l'ambiance dans les rangs ouvriers n'est pas immédiatement à la mobilisation. Et cela pas seulement parce que la période de l'été n'est en général pas favorable à une telle mobilisation, mais surtout parce que pèse encore fortement sur la classe ouvrière le sentiment d'hésitation dans lequel l'a laissée la défaite de la grande lutte à la SNCF de l'hiver dernier.

LE BESOIN DE DIGERER LA DEFAITE

Si, pour une grande majorité des ouvriers, il est clair que face aux attaques répétées du gouvernement, il va bien falloir engager le combat, en même temps il n'est pas question de se lancer dans la lutte dans n'importe quelle condition. Si c'est à juste titre que la classe ouvrière se méfie des pseudo-mobilisations syndicales telles que celles de ces dernières semaines ou celles qu'ils annoncent pour la rentrée, et si cette méfiance est sortie encore renforcée de l'expérience de la SNCF, en même temps, le fait que ce formidable mouvement des cheminots s'est soldé par un échec pèse de tout son poids. En fait, il place la classe ouvrière aujourd'hui devant la question centrale : comment engager une riposte capable de faire reculer la bourgeoisie, alors que les cheminots, avec toute leur combativité, leur nombre et surtout toute leur détermination à prendre leur lutte en main et à en garder le contrôle en dehors et contre les syndicats, n'y sont pas parvenus ?

Depuis 6 mois, c'est à la difficulté à apporter une réponse claire et pratique à cette question que se heurte la classe ouvrière, comme en témoignent non seulement le peu de luttes qui se sont développées depuis la SNCF, mais aussi le fait que les rares luttes qui ont surgi (instituteurs, aiguilleurs du ciel) sont retournées dans les mêmes ornières de l'isolement corporatiste dans lesquelles les cheminots étaient tombés.

Mais, aujourd'hui, l'offensive menée par la bourgeoisie contre tous les aspects des conditions d'existence de la classe ouvrière va contraindre celle-ci, qu'elle le veuille ou non, à reprendre de façon beaucoup plus décidée le chemin de la riposte. Et de ce fait, si elle veut que ses prochaines luttes n'aboutissent pas à de nouveaux échecs, il lui faut maintenant prendre à bras le corps les enseignements de la défaite à la SNCF. Comprendre les raisons fondamentales de cette défaite c'est s'armer pour non seulement reprendre le flambeau de l'espoir porté par la lutte des cheminots, mais encore pour aller plus loin dans les inévitables combats à venir.

LES FAUSSES REPONSES DE LA BOURGEOISIE

Et c'est justement parce que la réponse à cette question est au centre des enjeux aujourd'hui et qu'elle conditionne la capacité de la classe ouvrière à mener demain une riposte efficace, que la bourgeoisie, de son côté, fait tout pour empêcher que la question elle-même ne soit clairement posée, pour entraver l'effort même de reflexion qui s'opère dans la classe ouvrière pour y répondre.

Ainsi, elle s'efforce premièrement d'enfoncer le clou de la défaite, profitant de la situation d'expectative où se trouve la classe ouvrière pour tenter de transformer l'inévitable besoin de digérer son échec à la SNCF, en un sentiment général d'impuissance et de démoralisation.

Tel est le sens de l'utilisation qui est faite par les médias d'une lutte extrêmement limitée, minoritaire et isolée, comme celle des aiguilleurs du ciel - lutte qui, contrairement à celle de la SNCF, se déroule dans une relative indifférence de la part du reste de la classe ouvrière-, qui est exploitée par la bourgeoisie pour taper encore plus fort dans le sens de la démoralisation à l'adresse de tous les ouvriers, notamment ceux du secteur public. Ainsi l'amendement Lamassoure, adopté à cette occasion, est là pour avertir les ouvriers que toute velléité de lutte sera sanctionnée toujours plus cher sur la feuille de paye. Tel est aussi le sens des campagnes menées par les médias sur l'"impopularité des grèves", assenant l'idée que "la grève n'est jamais le fait que d'une poignée de privilégiés", de "nantis" de la Fonction publique et qu'en plus "elle ne paie pas". En bref : "Exploités, courbez l'échine ! Toute volonté de riposte serait impuissante et désespérée."

Deuxièmement, parce qu'il y a un réel effort de reflexion pour tenter de tirer les leçons de la SNCF qui s'est engagé dans la classe ouvrière, la bourgeoisie s'évertue à occuper le terrain de cet effort de reflexion et fait tout, en proposant aux ouvriers de fausses réponses, pour les empêcher de comprendre les vraies raisons de la défaite.

Et c'est là surtout qu'interviennent les syndicats et en particulier les syndicalistes de base, spécialistes de la phrase "radicale" et du "soutien critique" aux syndicats officiels. On les voit aujourd'hui, les uns comme les autres, se disputer la "paternité" de la lutte des cheminots, alors que, s'ils ont certainement eu la paternité de quelque chose dans cette lutte, c'est bien celle de la défaite. La CGT qui, hier, s'opposait ouvertement à la lutte, prétend aujourd'hui "au nom des cheminots" appeler les ouvriers à marcher derrière la CGT ! De leur côté, les troskystes de LO et de la LCR, les anarchistes de la CNT, tous ces champions du "syndicalisme à la base", s'efforcent, au nom des "acquis de la SNCF", d'enfermer les ouvriers dans les mêmes impasses, les mêmes pièges qui leur ont si bien servi à saboter la lutte des cheminots et à les conduire à la défaite.

Ainsi, de ce qui avait fait la force de la grève à la SNCF, à savoir la volonté de prendre en main, la lutte en dehors et contre l'encadrement syndical, les gauchistes et syndicalistes de base s'efforcent de faire une caricature. Ils se sont faits les champions de "l'idée des coordinations", pour mieux dénaturer, à travers cette "idée", qui n'est pour eux rien d'autre qu'une forme "radicalisée" du syndicalisme, le besoin essentiel aujourd'hui de prise en main et d'organisation du combat et de son élargissement par les ouvriers eux-mêmes. Pendant la grève elle-même, ils n'avaient pris la tête des coordinations que pour mieux favoriser la réinsertion des syndicats officiels dans une lutte qui avait démarré sans et contre eux. Par la suite, les "assises unitaires de la SNCF", organisées par ces mêmes trotskystes, ont été l'occasion pour ceux-ci d'imposer, comme première soi-disant leçon de la SNCF, que ce qu'il faudrait faire la prochaine fois, c'est "veiller à ce que les syndicats fassent correctement leur boulot", et "appeler les syndicats à s'unir"!

Par contre, par rapport à ce qui a été la faiblesse centrale à la SNCF, celle qui a conditionné son échec, à savoir son isolement, son enfermement dans le corpora-

(SUITE PAGE 2)

GOLFE PERSIQUE : LE BLOC U.S. ACCENTUE SON OFFENSIVE

☞ P.6

SOMMAIRE

FRANCE :
. Plus de chômage, moins de salaires..... P.2
BILAN DU 7è CONGRES DU CCI..... P.3
RESOLUTION SUR LA LUTTE DE CLASSE..... P.4
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :
. Mineurs en grève en Grande-Bretagne..... P.5
. Luttes en Italie..... P.5

LICENCIEMENTS , SALAIRES, CONDITIONS DE TRAVAIL, SANTE, RETRAITES, CHOMAGE

LA CLASSE OUVRIERE PAIE TOUJOURS PLUS

La publication dernière des bilans économiques semestriels vient confirmer, outre l'impossibilité complète de tout "redressement" de l'économie, la nécessité pour la bourgeoisie de renforcer, d'amplifier toujours plus sa politique anti-ouvrière.

On peut en juger : le commerce extérieur de la France accuse un déficit de 19,6 milliards de francs (près de 25 milliards en données brutes) contre 7,2 pour la même période en 1986. La balance des paiements courants est déficitaire de 2,4 milliards contre un excédent de 8,3 milliards pour la même période en 1986 ("Liaisons sociales", 20.7.87). Accusée par ces chiffres, la bourgeoisie n'a aucun scrupule à rendre les ouvriers responsables de la mauvaise santé de son économie : "Les francais ne travaillent pas assez. Il faut remettre la France au travail...". Séguin lui-même annonçait dernièrement : "Quand la conccurrence est aussi sévère, il faut savoir renoncer aux revendications sectorielles."

Ainsi on nous contraint à de nouveaux efforts, de plus grands sacrifices, on nous licencie en masse, on augmente la durée effective du temps de travail, on augmente les prélèvements sur les salaires, on diminue les revenus, mais encore on nous traite de fainéants, on nous rend responsables de la perte de croissance et de compétitivité des entreprises, afin de nous faire mettre en veilleuse notre mécontentement.

TOUJOURS PLUS DE CHOMAGE

Les ouvriers croulent sous le poids des sacrifices déjà consentis : plus de 11,2% de la population active est déjà au chômage (chiffre officiel bien en deçà de la réalité). Les licenciements se comptent par milliers ; les ouvriers victimes des "restructurations" sont balancés d'une usine fermée à l'autre pour retomber sous le coup de la même menace d'être mis hors circuit : l'aciérie de Longwy ferme définitivement le 31 juillet ; les chantiers navals Dubigeon (Nantes) ferment et les effectifs seront transférés à Saint-Nazaire où, il y a un an, on licenciait ; 2500 emplois sont supprimés à Thomson-CSF, 1300 à Renault-Billancourt.

Dans toutes ces entreprises, les hémorragies ne font que se succéder à un rythme de plus en plus rapproché. Elles ne font que précéder celles de demain. En effet, le gouvernement vient de réduire de 10% le budget de l'industrie ; les attributions budgétaires sont éloquentes : moins de subventions aux entreprises de vieille industrie et priorité aux "secteurs d'avenir". Les réductions les plus sensibles porteront sur les secteurs déjà durement frappés les années précédentes, pour en finir avec eux : sidérurgie, construction navale notamment. C'est dire les brutales liquidations d'effectifs à venir.

Quant aux travailleurs du secteur public, ils ne sont pas davantage épargnés. La fin des "privilèges" et de la "garantie de l'emploi" a fait son chemin : RATP, SNCF, PTT, EDF-GDF, SS, ANPE. C'est par dizaines de milliers qu'on supprime des emplois. Mais en plus il faudra, dans la Fonction publique, se contenter d'une augmentation de salaire misérable de 0,5% pour 1987, alors que le taux d'inflation officiel sera au minimum de 3,5%, de beaucoup plus en réalité pour la consommation propre des ouvriers.
Et l'avalanche des sacrifices ne s'arrête pas là.

BAISSE DES REVENUS, EXPLOITATION ACCRUE

Depuis le 1er juillet, c'est plus de 15% de leurs salaires -contre 11,07% en 1982- que les travailleurs abandonnent chaque mois à l'Etat au titre des assurances maladie, vieillesse, chômage. Contre quelles garanties ? Celles d'être de moins en moins remboursés en cas de maladie. Celle de ne pouvoir survivre en cas de chômage. Enfin celle d'obtenir une retraite de plus en plus misérable.

L'Etat bourgeois ne peut plus rien garantir : la "protection sociale", les budgets sociaux, tous ces "acquis" de la période de reconstruction d'après guerre coûtent aujourd'hui trop cher à la "collectivité". Il paraît que les ouvriers coûtent les yeux de la tête à l'Etat : en conséquence, qu'ils se débrouillent, qu'ils se "prennent en charge", comme on nous le ressasse à longueur de discours.

La pression sur les salaires ne cesse d'augmenter sous les coups redoublés de l'inflation et de l'augmentation des prélèvements "sociaux". Quel est l'alibi pour justifier cette pression déjà insoutenable pour les familles ouvrières ? Les déficits croissants des organismes "sociaux" : pour 1988, on prévoit un déficit de 30 milliards de francs à la Sécurité sociale, de 4 milliards à l'UNEDIC (contre 2 milliards envisagés en 1987). Cela ne fait qu'augurer du prix supplémentaire à payer dans les tout prochains mois.

A la faveur de l'été, la bourgeoisie se consulte, élabore ses plans en vue des négociations entre patronat et syndicats, qui débuteront le 1er octobre prochain, afin d'établir une nouvelle convention pour l'UNEDIC. Que préparent-ils ? Voici :

- les organismes gestionnaires ont déjà certifié que "des mesures urgentes doivent être prises à la fois sur le montant des pensions, les cotisations et l'âge effectif de départ à la retraite" ("Liaisons sociales", 26/6/87). En d'autres termes cela signifie : diminution des pensions, nouvelle augmentation des cotisations, remise en cause de la retraite à 60 ans, renforcement de la déréglementation du travail (mobilité, attaque des statuts, etc.).
- le patronat vient quant à lui de prendre ses marques il ne consentira pas davantage à abandonner ses privilèges d'une réglementation de l'UNEDIC en sa faveur qu'il n'a consenti d'augmentation de ses charges sociales à propos de la Sécurité sociale. En d'autres termes, ce que cela signifie, c'est que les ouvriers sont exclusivement la cible des mesures à prendre, qu'ils dépendent du secteur public ou du privé, qu'ils soient chômeurs ou retraités, ce sont eux qui supporteront les nouveaux sacrifices, les nouvelles attaques plus violentes, l'exploitation accrue et l'enfoncement dans la misère.

C'est ainsi que la bourgeoisie promet de s'"occuper du traitement du chômage" à la rentrée : licenciements plus massifs et dans tous les secteurs d'une part, attaques plus drastiques des conditions de travail et des salaires d'autre part.

Les ouvriers ne peuvent accepter un tel niveau d'agression. Ils doivent avec force rejeter toute nouvelle amputation de leurs revenus, tout nouveau licenciement, tout nouveau sacrifice. Voilà sur quoi ils doivent rapidement mener le combat de front et massivement.

MO.

UNITE OUVRIERE

(SUITE DE LA PAGE 1)

tisme, son échec à élargir le front de luttes, non seulement ils évitent de poser clairement la question, mais ils s'évertuent au contraire à cultiver par tous les moyens cette faiblesse, à entretenir dans la classe ouvrière les préjugés corporatistes et sectoriels. Déjà lors de la grève des instituteurs, c'est encore au nom de l'exemple des coordinations de cheminots qu'ils ont enfermé sciemment les grévistes dans des revendications et des formes d'action les plus sectorialistes possible. A la fête de LO, si on les a vus vanter l'exemple de la SNCF, c'est encore une fois pour y flatter l'esprit corporatiste et, aux fameuses "assises unitaires de la SNCF", les trotskystes ne proposaient rien d'autre, comme moyen de rompre l'isolement dans les prochaines luttes, que "la solidarité entre tous les cheminots d'Europe", manière grandiose d'encourager une fois de plus le piège du corporatisme. En déformer les forces, et en encourager les faiblesses, voilà la manière dont la bourgeoisie prétend imposer "ses" leçons pourries de la lutte à la SNCF.

LES LECONS DE LA DEFAITE A LA SNCF : UNE ARME POUR LES LUTTES A VENIR

Non ! Contrairement à ces prétendues "leçons" proposées par les ennemis - déclarés ou cachés - de la classe ouvrière, "leçons" qui servent surtout à renforcer le sentiment d'impuissance parmi les ouvriers, les véritables enseignements de la défaite des cheminots peuvent et doivent constituer, si la classe ouvrière sait les tirer, un encouragement et une orientation pour les combats inévitables à venir.

Il doit être clair, en effet, que si la grève de la SNCF a été battue, malgré son caractère massif, malgré son extension à tout le réseau ferroviaire, malgré la volonté des ouvriers de garder le contrôle de leur combat et de ne faire aucune confiance aux syndicats, C'EST FONDAMENTALEMENT PARCE QU'ELLE EST RESTEE ISOLEE. Ce qui l'a condamnée à l'impuissance, c'est de s'être laissé enfermer dans le corporatisme, c'est la difficulté importante à s'orienter vers la recherche active de l'extension vers les autres secteurs, difficulté que les syndicats et syndicalistes de base ont entretenue et sur laquelle ils se sont appuyés pour amener à ce que le mouvement se replie chaque jour un peu plus sur lui-même.

Aujourd'hui que l'expérience de la SNCF est derrière nous et que, devant nous, se trouve la nécessité vitale d'engager une riposte à la mesure des attaques encore plus brutales contre tous les secteurs ouvriers, orchestrées par la bourgeoisie et son Etat, il doit être clair que cette leçon centrale ne peut plus être ignorée : le seul moyen de riposter efficacement, c'est de RECHERCHER IMMEDIATEMENT A ELARGIR LE FRONT DE LUTTE AUX AUTRES SECTEURS OUVRIERS.

Cela veut dire :
- rejeter toutes les divisions et en particulier, tout ce qui tend à enfermer la lutte dans la corporation ;
- appeler les autres secteurs à la solidarité active ;
- rechercher le contact et l'unité d'action avec ceux qui sont en lutte ;
- utiliser la rue, organiser des manifestations, des meetings communs.

En un mot, s'orienter vers des luttes plus massives, plus unifiées.

Pour cela, comme l'ont déjà fait les cheminots, les ouvriers ne doivent compter que sur eux-mêmes pour prendre l'initiative de la lutte et pour prendre en main l'organisation de leur combat. Mais contrairement aux cheminots, il faut mettre résolument tous les moyens de la lutte, les assemblées générales, les manifestations, les comités de grève, au service de l'élargissement du front au-delà de toutes les divisions par secteur ou par corporation.

Le sort des prochaines ripostes en dépend !

PE

SOUSCRIPTIONS

Tours : (permanence du 27.6.87)
Dewey : 50f. ; Ge : 16f. ; Suen : 7f. ; Boban : 10f. ; PP : 10f. ; PB : 10f.
Total du mois : 103 F.
Total général : 3119, 50F.

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI
- BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.
- BREST : "Graphitis", place St Louis.
- CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore" 3, rue de l'Ente.
- DUNKERQUE : "Maison de la Presse", 34, rue Poincaré.
- LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune.
- LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe,Lyon 7è
- MELUN : "La Porte Ouverte", 19, Général de Gaulle.
- METZ : "Librairie Géronimo", 31, rue du Pont des Morts.
- MONTAUBAN : "Maison de la Presse", rue de la République.

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK,N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS Cedex 01 FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI,BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de ***R.I., CCP 202 3302 X PARIS***

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F : à 5 : 160 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10 F + 3 F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10 F + 3 F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10 F + 3 F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20 F + 6 F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30 F + 12 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

ITALIE

S'ORGANISER HORS DES SYNDICATS ET CONTRE LEURS MANOEUVRES : UNE NECESSITE DANS LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES

Après quatre mois durant lesquels la combativité s'est exprimée ouvertement, du secteur privé au secteur public particulièrement, à travers des assemblées, des grèves et manifestations de rue (cf. RI n°158 et Revue Internationale n°50), la mobilisation ouvrière en Italie marque le pas du fait essentiellement de la dispersion dûe à la période des congés. Il est dès à présent nécessaire de souligner le chemin que la classe ouvrière a parcouru vers une riposte unie et massive, de tirer les leçons de ses dernières luttes, et dégager leurs besoins pour qu'à la rentrée se reconstitue, s'élargisse et se renforce le front de lutte.

LA CONSCIENCE CROISSANTE DE LA NECESSITE DE PRENDRE LES LUTTES EN MAINS

Pendant cette période, l'apparition et le foisonnement d'organes de lutte, autonomes par rapports aux syndicats : comités de lutte constitués par des travailleurs combatifs, comités élus par des assemblées générales d'ouvriers en lutte - en particulier chez les enseignants avec un écho très favorable dans tous les secteurs -, expriment la volonté de la classe ouvrière et prouvent sa capacité à prendre ses luttes en mains. Ils sont le produit d'une longue expérience forgée au cours des luttes passées.

Depuis "l'automne chaud" de 1969, le "mai rampant" - second moment important de la reprise internationale de la lutte de classe après mai 1968 - qui a vu l'éclosion d'assemblées et de "comités unitaires de base", et ensuite leur récupération par la bourgeoisie, il y a des années d'expériences irremplaçables de luttes et de leur dévoiement sur le terrain électoral par le principal parti de gauche, le PCI, et par sa courroie de transmission, la plus grande centrale syndicale, la CGIL (l'un et l'autre équivalant, en plus puissants, respectivement du PCF et de la CGT). Il y a des années de confrontation au sabotage des luttes de l'intérieur par les syndicats "classiques", ou encore la mise en place par ceux-ci, en 1982-83 notamment, de "comités d'usines" destinés à relayer dans leur tâche d'encadrement les centrales syndicales trop discréditées. Toutes ces expériences aboutissant à ce que des couches toujours plus larges d'ouvriers prennent conscience que les syndicats existant ne constituent pas une force sur laquelle ils peuvent s'appuyer, mais encore qu'il faut s'en méfier et les évincer de la lutte. C'est ainsi que ce printemps, face aux nécessités de la riposte contre les attaques de la bourgeoisie, les ouvriers de nombreux secteurs tendent non seulement à ne vouloir compter que sur eux seuls, mais encore à se donner les moyens de défendre leur lutte contre le sabotage des syndicats, comme l'illustre l'impossibilité pour ces derniers d'intervenir dans certaines assemblées face à l'hostilité qu'elles leur manifestent. Ce sont également les expériences passées de confrontation au syndicalisme de base allant jusqu'à s'opposer en apparence aux syndicats officiels, et les leçons qui en ont été tirées, qui ont permis à une fraction de la classe ouvrière, les enseignants, de s'opposer majoritairement au niveau national à la manoeuvre des syndicalistes de base visant à transformer en nouveau syndicat les "comités de base" regroupant hors du cadre syndical 150 OOO instituteurs et professeurs en lutte.

Les réactions de la bourgeoisie italienne durant ces derniers mois viennent témoigner de son inquiétude profonde face à ce que les prises de position publiques de ses porte-paroles syndicaux ou politiques décrivent explicitement comme un dégagement de la classe ouvrière de l'emprise du syndicalisme. Et la bourgeoisie a raison lorsqu'elle se fait du souci : ses syndicats "traditionnels" ont été tout à fait incapables de jouer un rôle pour juguler le mouvement, et moins encore le PCI.

SEUL UN MOUVEMENT MASSIF ET UNI PEUT FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE

Cependant, malgré la poussée générale des ouvriers vers la prise en charge de leurs luttes et la capacité effective des travailleurs dans l'enseignement à déjouer pour y parvenir, certaines manoeuvres du syndicalisme de base, malgré la conscience qu'a la bourgeoisie de ce que cette situation recèle en profondeur comme potentialites pour le développement de la confrontation entre les classes, celle-ci n'a rien concédé. Elle n'a pas été contrainte de différer même en partie ses attaques. La raison en est que les luttes sont essentiellement restées dispersées, y compris celle des enseignants malgré son caractère massif, malgré l'écho qu'elle a eu dans l'ensemble de la classe. Comme l'a montré l'expérience de la lutte des cheminots en France l'hiver dernier, les ouvriers ne peuvent se limiter à lutter chacun dans leur secteur, mais il leur faut le plus rapidement étendre et unifier la lutte aux autres secteurs. Et comme les cheminots en France, les ouvriers en lutte en Italie iront à la défaite si ne s'affirment pas davantage les tendances encore minoritaires à l'extension et l'unification qui sont apparues : assemblée de travailleurs de différents secteurs à Milan le 13 mars ; intervention d'enseignants par un tract diffusé à une manifestation de cheminots et appelant à lutter ensemble ; approbation d'une proposition par 2000 enseignants d'une assemblée des comités de base de cette catégorie -bien que non encore concrétisée- pour étendre la lutte aux autres secteurs ; constitution de comités de lutte.

LE SYNDICALISME DE BASE, REPONSE DE LA BOURGEOISIE A LA MOBILISATION OUVRIERE

C'est à cette défaite que, pendant les vacances, la bourgeoisie travaille activement en sapant le terrain d'une riposte à la rentrée.

Au mois de juillet s'est tenue à Naples une réunion nationale des cheminots au sein de laquelle se sont affrontées deux tendances syndicalistes de base, dont l'une animée par des trotskystes "de gauche" (Ligue Socialiste Révolutionnaire), pour introduire des divisions supplémentaires au sein de la corporation. Un cheminot de Lutte Ouvrière était venu à cette réunion apporter les conseils avisés que lui permet le rôle d'enfermement au sein de la corporation et de division joué par les trotskystes durant la grève de la SNCF de décembre 1986.

Egalement au mois de juillet, 80% des conducteurs de train organisés en dehors des syndicats officiels ont tenu des assises à Milan. A cette réunion participait et intervenait un comité pour la création d'un nouveau syndicat des conducteurs. Là encore, il s'agit pour la bourgeoisie, d'une part et essentiellement de tenter d'enrayer l'effort des ouvriers pour se dégager du syndicalisme en offrant une fausse alternative d'un nouveau syndicat à celle des syndicats existant, d'autre part d'introduire de nouvelles divisions corporatistes au sein d'une même corporation.

Les fractions radicales du syndicalisme préparent activement à l'heure actuelle l'organisation pour septembre d'une "convention nationale" des différents comités. Alors qu'une coordination nationale, pour être un moyen de la lutte au service de sa centralisation, doit être directement l'émanation de la mobilisation du plus grand nombre d'ouvriers en lutte dans différents secteurs tendant à se rejoindre, qui, directement à la base, élisent, mandatent ou révoquent des délégués, cette "convention nationale" est tout le contraire de cela. Décrétée pendant les congés, en dehors de toute mobilisation, elle n'est en fait rien d'autre qu'une nouvelle structure syndicale parachutée par les syndicalistes de base, pour, sous prétexte de faire l'unité, tenter d'encadrer la mobilisation qui risque de renaître à la rentrée. A l'image de ce qu'ont fait les gauchistes avec les "coordinations" en France, en particulier chez les instituteurs, le but poursuivi est de polariser et épuiser les énergies sur la question de l'organisation en soi, tout en retirant aux ouvriers l'initiative de l'organisation de leur lutte par eux-mêmes, et surtout les détournant de leur tâche essentielle, celle d'étendre et unifier la lutte à la base.

Face au besoin de constituer le front de lutte le plus large et uni possible, face aux manoeuvres du syndicalisme de base, en Italie comme dans tous les pays, les ouvriers n'ont qu'une solution : prendre leurs luttes en mains pour étendre et unifier le mouvement.

M.

GRANDE-BRETAGNE

LES MINEURS DE NOUVEAU EN LUTTE

Les mineurs anglais ont repris le chemin de la lutte. Le 14 juillet dernier, suite à des sanctions contre cinq d'entre eux, 900 mineurs du Sud Yorkshire sont partis en grève spontanément, en dehors de toute consigne syndicale.

En l'espace de deux jours, reprenant une pratique qu'ils avaient largement utilisée lors de leur dernier mouvement en 1984, les "piquets volants", ils étendent leur grève jusqu'à se retrouver plus de 14 000 en lutte.

Aujourd'hui, sous la pression du syndicat, le NUM, qui a tout fait pour faire cesser la lutte, et surtout du fait de leur isolement, les mineurs ont repris le travail.

Mais encore une fois ils ont pu faire l'expérience du travail de sabotage du syndicat qui, comme le dit la presse bourgeoise, "a refusé de cautionner cette initiative des ouvriers" dès le départ et n'a cessé durant la grève de demander aux grévistes de reprendre le travail sous prétexte que l'ensemble des mineurs n'a pas été consulté. Au mieux, la seule chose que le NUM a osé proposer aux ouvriers, c'est la grève... des heures supplémentaires.

Signe des temps, cette grève des mineurs confirme :

- en Grande-Bretagne, le développement durant les derniers mois de luttes (British Telecom, conducteurs de bus londoniens, etc.) qui ont marqué la volonté chez les ouvriers de prendre l'initiative de leurs combats, de les diriger, de chercher à les étendre ;
- que la classe ouvrière dans ce pays a aujourd'hui complètement digéré la défaite des mineurs.

En effet, ce sont ces mêmes mineurs, premières victimes de cette défaite et qui depuis 1985 n'avaient pu réagir que minoritairement et sporadiquement, malgré la poursuite des attaques contre eux durant tout ce temps (licenciements, répression, etc.), ce sont eux qui aujourd'hui reprennent le chemin du combat. Ce sont ces mêmes mineurs qui montrent par cette reprise qu'ils ont intégré des leçons essentielles de leur lutte passée et de sa défaite :

- en reprenant et développant ce qui avait fait la force de leur mouvement au début : la recherche de l'extension par l'organisation de "piquets volants", parfois massifs ;
- en arrêtant leur grève, malgré leur colère et leur combativité, parce que la situation ne leur est pas momentanément favorable du fait de leur isolement ;
- en évitant de tomber dans le piège que le NUM avait si bien su exploiter pendant plus d'un an, en 1984-85, pour les mener à la défaite, celui d'une grève isolée, longue et épuisante.

24.7.87
JE.

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème :

" MISE AU PAS DE L'IRAN : LE BLOC OCCIDENTAL ACCENTUE SA PRESSION SUR SON RIVAL RUSSE

MARSEILLE :
Réunion publique le 7 août à 21h, au 205, rue Ste-Cécile, 13005.
Vente de la presse le 8 août de 11h à 12h au marché de la Plaine.

NANTES :
Diffusion au marché de la Petite-Hollande, le 8 août de 10h30 à 11h30.
Réunion publique le 22 août à 17h, au Bar de l'Hôtel de Ville, face à la mairie de Chantenay.
Permanence le 5 août à 20h30, même adresse que la RP

TOULOUSE :
Réunion publique le 28 août à 21h, rendez-vous devant l'entrée cafétéria du Géant Casino, pont des Demoiselles
Pas de permanence au mois d'août.
Vente de la presse le 9 août de 11h à 12h30, au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et au marché aux puces (place St Sernin) de 11h à 12h 30.
Vente de la presse le 23 août même heure, au marché aux légumes.

TOURS :
Réunion publique le 29 août, à 17h à l'Hôtel-Bar Le Bordeaux, boulevard Heurteloup. ATTENTION, adresse modifiée depuis le précédent numéro.
Vente de la presse le 8 août de 10h à 11h, au marché de St Pierre des Corps.

LILLE :
Le 6 septembre, nous tiendrons un stand à la braderie de Lille, boulevard de la Liberté (vers "Les Eaux du Nord")

C'EST PAR L'UNIFICATION DE SES LUTTES QUE LE PROLETARIAT IMPOSERA SA FORCE

Nous publions ci-dessous des extraits du projet de résolution sur la situation internationale dont la version complète et amendée a été adoptée au 7è congrès du CCI. Ces extraits ne traitent que de la lutte de classe, en particulier la dynamique vers l'unification des luttes et les obstacles qu'elle rencontre. La résolution qui sera publiée dans la Revue Internationale n°51 (4è trimestre 1987) comporte en plus :
- une partie sur la crise économique ;
- une partie sur les tensions guerrières ;
- deux autres points sur la lutte de classe, notamment sur la question des comités de lutte et sur les responsabilités des révolutionnaires dans les combats actuels de la classe ouvrière.

...Ainsi la lutte du prolétariat constitue le facteur historiquement décisif de la période actuelle: le cours historique n'est pas à la guerre impérialiste généralisée, mais aux affrontements de classe généralisés et ce qui caractérise les mois écoulés, c'est que la lutte de classe est revenue de façon de plus en plus insistante au centre de la situation mondiale immédiate.

En moins d'un an, en effet, outre des mouvements importants dans une multitude de pays, allant des USA (sidérurgie, employés municipaux de Philadelphie et Detroit) à la Grèce (près de 2 millions d'ouvriers en grève en janvier 1987), en passant par la Suède (des dizaines de milliers de grévistes à l'automne 1986), on a pu assister à quatre mouvements majeurs très significatifs affectant le coeur du prolétariat mondial: l'Europe occidentale. Il s'agit:
- des grèves massives en Belgique au printemps 1986;
- du très important mouvement des travailleurs des chemins de fer en France en décembre 1986;
- de la grève des 140.000 travailleurs de British Telecom en Grande-Bretagne fin janvier 1987;
- de la vague de luttes affectant de nombreux secteurs en Espagne au printemps 1987.

L'ensemble de ces mouvements confirme donc que la 3è vague de luttes ouvrières depuis la reprise historique de la fin des années 1960 et qui avait débuté à l'automne 1983 avec les luttes massives du secteur public en Belgique, a une toute autre durée, ampleur et profondeur que la 2è (1978-80), et que le piétinement qu'elle avait connu en 1985, suite à la politique bourgeoise d'éparpillement des attaques en vue d'éparpiller les ripostes ouvrières, ne remettait pas en cause sa dynamique d'ensemble.

Les mouvements démontrent également que c'est au cours de cette 3è phase dans le développement de cette vague de luttes (après les mouvements massifs de 1983-84 et l'éparpillement de 1985) que s'expriment pleinement ses principales caractéristiques telles qu'elles avaient été dégagées par le CCI dès janvier 1984 (Résolution sur la situation internationale, Revue Internationale n°37, 2è trimestre 1984) et confirmées lors de son 6è congrès et dans la résolution de juin 1986. (...)

7. En effet, les luttes qui se sont développées depuis un an, et notamment celles de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et d'Espagne, revêtent toutes, à des degrés divers, une ou plusieurs de ces caractéristiques.

C'est ainsi que la tendance à des mouvements de grande ampleur s'est exprimée de façon très nette en Belgique, où c'est près d'un million d'ouvriers qui ont été impliqués dans les luttes (dans un pays qui ne compte que 9 millions d'habitants), de même qu'en Espagne où les luttes se sont déployées sur plusieurs mois dans de multiples secteurs. Mais dans une moindre mesure, elle s'est exprimée également en Grande-Bretagne avec plus de 130.000 grévistes de British Telecom, ainsi qu'en France où, malgré un nombre plus limité de grévistes (40.000 à 50.000), la lutte dans les chemins de fer a eu un énorme impact dans toute la classe ouvrière et la vie politique du pays.

Pour sa part, la tendance au surgissement de mouvements spontanés s'est manifestée de manière très claire dans ces deux derniers pays. Et si, dans le cas de la France, la spontanéité du mouvement des cheminots -qui a rencontré au départ l'hostilité de tous les syndicats- résultait pour une part du discrédit qui s'était accumulé à l'égard de ces organismes durant les 5 années de gouvernement de gauche qu'ils soutenaient (ce qui constitue une confirmation a contrario de la nécessité pour la bourgeoisie dans la période présente de placer ses forces de gauche dans l'opposition), le cas de la Grande-Bretagne (où la bourgeoisie la plus expérimentée du monde avait mis la gauche dans l'opposition dès la fin des années 1970) illustre le fait que cette tendance est bien un phénomène général qui se développera de plus en plus dans les autres pays.

C'est également dans ces deux pays que le développement de la confiance en soi du prolétariat s'est manifesté de la façon la plus significative. Pour ce qui est de la France, le déploiement de la grève des cheminots confirme la sortie d'une période où la bourgeoisie avec l'aide des syndicats avait mis en oeuvre, avec un certain succès, une politique d'immobilisation de la classe, où le discrédit des syndicats était retourné contre les ouvriers pour les convaincre qu'ils ne pouvaient rien faire contre les attaques capitalistes. Le phénomène est encore plus net en Grande-Bretagne où la grève de British Telecom signifie la fin d'une période de démoralisation et de sentiment d'impuissance qui avait suivi la défaite de la longue grève des mineurs de 1984-85 et celle des ouvriers de l'imprimerie en 1986.

8. La tendance vers l'unification des luttes est celle qui a éprouvé jusqu'à présent le plus de difficultés à s'exprimer de façon positive et claire. Si les bases en ont été posées de façon nette lors des luttes en Belgique au printemps 1986 (avec en particulier la volonté permanente des mineurs d'étendre le combat dans d'autres secteurs), c'est surtout son besoin qui s'est exprimé alors que des centaines de milliers d'ouvriers luttaient simultanément, bien plus que sa réalité. Ce besoin s'est également fait sentir fortement lors des luttes du printemps 1987 en Espagne, alors que de multiples mouvements affectant de nombreux secteurs dans tout le pays se sont déroulés en ordre dispersé, ce qui a favorisé leur épuisement et la reprise en main de la situation par la bourgeoisie. Dans le cas de la France, l'isolement corporatiste qui a caractérisé la grève des cheminots et constitué sa principale faiblesse a d'autant plus mis en évidence le besoin de l'unification que se déroulaient en même temps d'autres mouvements dans les transports urbains à Paris et parmi les marins, et qu'il existait dans tout le secteur public un réel potentiel de combativité qui aurait pu se cristalliser si les cheminots avaient appelé leurs frères de classe à les rejoindre.

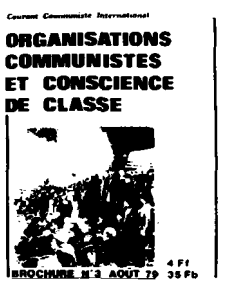
Cette difficulté à concrétiser le besoin de l'unification, alors que les autres caractéristiques des combats actuels se sont exprimées déjà de façon beaucoup plus marquée, s'explique aisément par le fait que l'unification constitue justement l'élément central des luttes de la période présente, celui qui, d'une certaine façon, contient tous les autres, qui en constitue la synthèse.

Par ailleurs, les mouvements récents ont montré que l'effort vers l'unification se heurtait à la différence existant entre la situation des ouvriers du secteur privé et ceux du secteur public. Le fait que ces grèves aient touché essentiellement le secteur public illustre cette différence. En effet, dans le secteur privé, l'arme de la grève se révèle d'un emploi beaucoup plus difficile du fait du poids du chômage et de la menace de licenciement. C'est pour cela que les manifestations de rue tendront à devenir, comme la résolution de juin 1986 le mettait en évidence, un des moyens privilégiés du processus d'unification du combat entre tous les secteurs de la classe ouvrière: ouvriers du secteur public, du secteur privé, ouvriers au chômage. Et cela a pu être vérifié négativement dans la lutte des ouvriers des chemins de fer en France, par exemple où un des facteurs indiscutables du maintien de leur isolement favorisant les manoeuvres syndicales et les conduisant à la défaite a résidé dans le fait qu'ils n'aient pas pris l'initiative de telles manifestations de rue dès qu'ils se sont mis spontanément en grève et dotés de l'auto-organisation de leur combat.

9. Le fait que l'unification du combat de classe face aux attaques de plus en plus frontales du capital -et qui constitue à l'heure actuelle l'axe central du développement de l'affrontement contre celui-ci- contienne tous les autres aspects de la lutte ouvrière: la prise en main des luttes, leur auto-organisation, leur extension d'un secteur à l'autre, les manifestations de rue; détermine les caractéristiques de la stratégie employée par la bourgeoisie, sa gauche et en particulier ses syndicats contre ce combat. Dans la période présente où c'est dans l'opposition qu'agissent les forces bourgeoises de gauche, celles-ci n'ont et n'auront pas pour tactique, dans l'accomplissement de leur fonction anti-ouvrière, de s'opposer ouvertement à la combativité qui surgit partout, ni même en général de s'opposer à tel ou tel aspect de la lutte, mais essentiellement de dissocier, d'opposer les différents aspects complémentaires du chemin vers l'unification. C'est ainsi que dans les grèves du printemps 1987 en Espagne, la tactique syndicale a consisté essentiellement à prendre les devants face à un mécontentement et une combativité généralisés, afin d'empêcher les surgissements spontanés de la lutte et sa prise en charge par les ouvriers, et de pouvoir la découper en rondelles à travers des "actions" dispersées dans le temps et l'espace, des manifestations séparées alors que le sens même d'une manifestation est de permettre aux ouvriers de tous les secteurs de se retrouver ensemble. De même, lors de la grève des cheminots en France, la tactique syndicale, une fois qu'il était devenu impossible de faire obstacle au mouvement, a consisté non pas à s'opposer ouvertement à son auto-organisation, mais d'abord à en faire un problème "spécifique" des cheminots et même des conducteurs de train, puis de jouer la carte du "jusqu'au-boutisme" quand la preuve a été faite que la lutte était battue, tout en lançant à ce moment-là des appels à "l'extension" visant non pas à l'extension du combat, mais à l'extension de la défaite.

Une des caractéristiques de la période présente et à venir de développement de la combativité et de la conscience de la classe ouvrière consiste dans l'utilisation croissante par le syndicalisme, à côté des grandes centrales officielles, de ses variantes "de base" et "de combat", notamment lorsque les premières sont débordées par les ouvriers. La fonction essentielle du syndicalisme de base, derrière lequel on trouve en général les différentes variétés de groupes gauchistes, consiste à ramener dans les filets du syndicalisme, et en fin de compte des syndicats "officiels", les secteurs ouvriers qui tendent à rompre avec celui-ci. C'est bien ce qui a pu être constaté dans la grève des chemins de fer en France, où les deux "coordinations" constituées en dehors des syndicats, celle des "roulants" et celle "inter-catégories", ont décidé, sous l'influence des deux groupes trotskystes qui s'étaient placés à leur tête, de confier aux centrales syndicales officielles le soin de mener les négociations avec la direction ("l'audace" la plus "radicale" consistant à demander qu'on lui réserve une petite place sur un strapontin). Mais le mode d'activité du syndicalisme de base ne se limite pas à cela. Il consiste également à promouvoir des actions "dures" (que les centrales peuvent dans certains cas reprendre également à leur compte) telles que des blocages de routes, de voies de chemin de fer, des séquestrations, des affrontements avec la police qui, si elles peuvent faire partie dans certaines circonstances des moyens de lutte de la classe ouvrière, sont ici utilisées pour isoler les éléments les plus combatifs du reste de la classe. De même, comme on l'a vu en Allemagne avec les comités de chômeurs, en France avec les "coordinations", le syndicalisme de base peut auto-proclamer une fausse centralisation de la lutte, avant que les ouvriers concernés ne soient prêts à pouvoir la réaliser par eux-mêmes, avec comme résultat d'entraver le réel processus d'auto-organisation.

Face à cette multitude de facettes de l'action des forces bourgeoises au sein de la classe ouvrière, il importe que les révolutionnaires soient particulièrement vigilants à ne pas leur apporter un concours involontaire en fétichisant ou en employant à contre-temps des mots d'ordre justes en général mais qui, dans certaines circonstances particulières, peuvent aller dans le sens des gauchistes et des syndicats cherchant à créer des abcès de fixation ou des diversions. En toutes circonstances, ils se doivent de mettre en avant ce qui contribue réellement au développement de la force essentielle du combat: son unification et la prise de conscience. (...)



7eme CONGRES DU C.C.I.

LES RESPONSABILITES PRESENTES DES REVOLUTIONNAIRES DANS LA LUTTE DE CLASSE

Le CCI vient de tenir son 7e congrès depuis sa fondation en 1975. Ce congrès s'inscrit dans la poursuite du développement de ce que nous avons appelé la 3e vague de lutte de classe internationale depuis 1968. C'est le Congrès précédent (automne 85) qui avait pris acte de: "la reprise, dans la seconde moitié de 1983, des combats de classe après leur repli momentané de 1981 à 1983 à la veille et à la suite de la répression des ouvriers en Pologne, reprise qui se caractérise en particulier par une simultanéité des combats sans exemple par le passé, notamment dans les centres vitaux du capitalisme et de la classe ouvrière en Europe occidentale."(1)

La réalité des luttes de ces deux dernières années a vérifié cette perspective. A l'échelle planétaire et en particulier en Europe occidentale: printemps 1986 en Belgique; puis l'ensemble des pays scandinaves et les Pays-Bas touchés par des mouvements à la fois dans les secteurs public et privé; le Portugal, la Grèce et surtout l'hiver dernier les services publics en France; l'Espagne tout au long du printemps 1987; la Grande-Bretagne et dernièrement l'Italie -pour ne citer que les principaux exemples (2).

Voilà un sérieux démenti à la propagande bourgeoise qui cherche à "ancrer dans la tête des ouvriers l'idée que le prolétariat ne lutte pas"!

Ces deux dernières années ont aussi battu en brèche d'autres campagnes idéologiques -que la bourgeoisie lançait en 1985 et que nous avions relevé- visant à:

- "accréditer le mythe d'une amélioration de la situation du capitalisme mondial"; aujourd'hui, il est clair pour tout le monde que le mode de production capitaliste s'enfonce chaque jour plus dans la crise et la catastrophe économique;
- "faire croire à une atténuation des tensions impérialistes"; l'offensive actuelle du bloc US au Moyen-orient et la pression exercée contre l'Iran pour que ce pays se plie aux exigences du bloc américain expriment tout au contraire l'exacerbation et l'accélération des tensions impérialistes.

En fait, ces deux dernières années ont largement confirmé l'accélération de la situation et la perspective historique actuelle: celle-ci mène aux affrontements de classes décisifs dans lesquels se jouera la seule alternative que nous "propose" le capitalisme: la révolution prolétarienne ou une 3è guerre mondiale. Il n'y en a pas d'autre possible.

UN BILAN POSITIF DEPUIS LE 6eme CONGRES

Face à cette accélération de l'histoire, face à la réalité du développement des luttes ouvrières, le CCI a du consacrer beaucoup d'énergie pour se hisser à la hauteur des exigences de la situation et en particulier de la lutte de classe.

"Dans cette perspective, le 7e congrès du CCI tire un bilan positif des activités des sections... dans la période écoulée depuis le précédent congrès, qui ont montré la volonté de répondre aux exigences de la période, la capacité politique et la vitalité de l'organisation dans l'intervention dans les luttes immédiates(..)"

"Avec l'intervention dans les luttes immédiates comme axe des activités du 6e congrès, le CCI comme un tout a été capable de s'impliquer dans cette perspective et a assumé l'aspect nouveau d'un engagement pratique plus important dans la vie de la classe ouvrière, apprenant à 'vivre le marxisme' et pas seulement à le 'parler', ceci sans prendre de retard par rapport aux modifications importantes qui sont survenues au cours de cette période. Ce bilan positif met en évidence la validité des orientations de l'organisation et sa capacité à les faire vivre. Il met aussi en évidence qu'être une 'organisation de combat' dans la classe n'est jamais un acquis définif, que c'est un combat permanent contre la pression permanente de l'idéologie et de l'encadrement de la bourgeoisie".(3)

Bien que nous nous soyons confrontés à quelques difficultés dans cette orientation militante -pour dominer l'immédiat dans les événements et garder une vision générale de la marche du mouvement des luttes ouvrières, pour rester mobilisés et vigilants face à la situation-, ce congrès se devait de confirmer et de pousser le CCI dans la voie choisie au 6e congrès, la seule possible, celle de l'organisation communiste militante "partie-prenante" des combats ouvriers; celle d'une véritable avant-garde politique du prolétariat.

CONFIANCE DANS LA LUTTE PROLETARIENNE

Le 7e congrès a été profondément marqué par la présence des luttes ouvrières de ces deux dernières années. Ces luttes ont été la "source d'énergie" de cette assemblée générale du CCI. Elles en ont guidé tous les débats.

D'autant plus présent était le prolétariat que l'ensemble des dix sections "nationales", territoriales, du CCI ont toutes vécu des expériences significatives d'intervention, de participation, d'orientation politiques directes dans ces mouvements prolétariens. Jeune organisation encore, avec peu d'expérience toujours, le CCI commence tout juste à essuyer les premiers feux de la lutte de classes. C'est très dur et requiert des efforts constants.

Mais ces différentes expériences n'étaient pas... différentes. Le déroulement du congrès n'a pas été une suite ou une addition d'expériences, mais au contraire un véritable débat central dans lequel est apparu clairement que les problèmes auxquels se trouve confronté le prolétariat, dans tous les pays, sur tous les continents, étaient fondamentalement les mêmes; dans lequel les problèmes et les difficultés que rencontrent les révolutionnaires sont aussi fondamentalement les mêmes et ne connaissent pas de frontières.

L'adoption par le congrès de la résolution sur la situation internationale (4) a affirmé la confiance que nous avons dans la lutte ouvrière, dans la lutte historique du prolétariat révolutionnaire. Confiance ne veut pas dire foi religieuse. Confiance dans le prolétariat ne veut pas dire attente du développement mécanique, automatique, de ses luttes. Bien au contraire. Confiance dans le prolétariat veut dire conscience du drame historique qui se joue entre le travail et le capital. Entre le prolétariat et la bourgeoisie. Confiance veut dire conscience de l'inévitabilité des affrontements terribles de classe à venir. Confiance dans la lutte du prolétariat veut dire conscience de la responsabilité et de l'indispensabilité de l'intervention active des communistes. Confiance dans le prolétariat veut dire conscience de la nécessité de mener constamment le combat pour l'intervention des organisations communistes contre les dangers permanents de démobilisation, de démoralisation, d'hésitation des faibles forces révolutionnaires. Autrement dit contre la pression de l'idéologie et de l'encadrement de la bourgeoisie. En particulier contre des glissements centristes vis-à-vis d'une sous-estimation du rôle des révolutionnaires, des concessions à l'idéologie du conseillisme qui est le principal danger pour les révolutionnaires aujourd'hui (5).

LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT

Le congrès a manifesté son accord avec les perspectives qui se présentent au prolétariat international:

"Les deux années à venir vont sans aucun doute connaître le développement de luttes massives de la classe ouvrière; et ceci tout particulièrement en Europe occidentale. La phase actuelle de la vague de lutte dans laquelle nous sommes entrés va connaître un très fort développement. La simultanéité internationale des luttes va se renforcer en même temps que les tendances à l'extension, l'unification et l'auto-organisation. Mais de plus, les événements vont tendre à aller beaucoup plus rapidement, même si la lutte de classe va garder son caractère heurté propre aux luttes en période de décadence." (Rapport sur la situation internationale). Nous renvoyons nos lecteurs à la résolution (4).

LES ENJEUX DU 7eme CONGRES

L'intervention dans la lutte de classe

La discussion dans ce congrès se devait d'être un moment d'armement politique fondamental du CCI face à ces perspectives de la lutte de classe. L'enjeu réel de ce congrès était de confirmer le chemin pris lors du précédent en 1985. L'enjeu était de doter le CCI des orientations d'activités indispensables dans la période qui vient.

D'où l'importance de l'adoption par le congrès de la résolution d'activités proposée, comme implication conséquente pour le CCI des perspectives dégagées pour la lutte de classe; et en particulier de celle de l'affrontement politique que le prolétariat doit assumer face aux forces politiques et syndicales de la bourgeoisie présentes sur le terrain même des luttes ouvrières:

"Ces perpectives vont constituer pour le CCI une nouvelle épreuve, la lutte de classe exigeant plus d'unité, de capacité de mobilisation et d'engagement à tous les niveaux, pour faire face aux responsabilités dans l'intervention, pour être un facteur actif dans la tendance à l'unification et la confrontation à la bourgeoisie sur le terrain des luttes, et assumer ainsi l'apprentissage des implications concrètes de la fonction de l'organisation dans la classe."(...)
"L'intervention dans les luttes immédiates est un axe des activités pour la période qui vient(...)"
"Dans cette perspective, il est nécessaire de renforcer notre capacité à faire des propositions concrètes de marche, à faire que ces propositions 'passent'. Pour cela, en plus de l'intervention de l'organisation par la presse, les tracts et les prises de parole, il est nécessaire lorsque les conditions le permettent:
-de faire des propositions de motions, déclarations, résolutions écrites, autant que possible préparées et discutées dans le cadre de l'organisation pour faire que les assemblées se prononcent;
-d'intervenir non seulement dans les manifestations, les assemblées, les comités de chômeurs, les réunions politiques, mais également dans les tentatives de regroupement d'ouvriers combatifs, dans les comités de lutte, en dehors des syndicats, qui peuvent surgir et vont surgir, en les impulsant, en participant à leur formation."(3)

Des hésitations, des doutes, des critiques, des oppositions au sein de notre organisation, avant et pendant cette réunion se sont exprimées sur cette orientation d'activité et d'intervention. Elles tendaient à remettre en cause -bien que non explicitement- la voie prise au congrès de 1985 pour armer le CCI, pour en faire une organisation militante, véritablement "partie-prenante" des combats ouvriers. Une "contre-résolution" d'activités rejetant cette orientation fut même présentée. Elle fut largement repoussée par le congrès.

En fait, ces hésitations, cette opposition, expriment une difficulté que nous avions déjà rencontrée lors du congrès précédent. Nous pouvons la résumer par la fuite devant le combat politique imposée par la bourgeoisie dans les luttes; le refus de s'affronter aux syndicats et, de plus en plus, au syndicalisme de base présent dans les grèves, dans les manifestations, dans les assemblées, dans les comités, dans les coordinations. Bref, partout où se bat le prolétariat.

Nous sommes convaincus que l'orientation prise par ce congrès est la seule possible. C'est celle de la constitution d'une véritable organisation communiste, d'une réelle avant-garde politique du prolétariat. Même s'il n'y a aucune garantie que cela se réalise. Aucune résolution de congrès ne suffit. Il nous appartient maintenant de mettre en pratique et de faire vivre une telle orientation dans les luttes ouvrières.

La rectification de la plate-forme

Au cours des débats qui avaient précédé le 6e congrès pour doter l'organisation de cette orientation militante, nous avions été amenés à nous réapproprier les notions d'"opportunisme" et de "centrisme" dans le mouvement ouvrier (6), à approfondir ce que veut dire le combat contre la pression de l'idéologie bourgeoise dans les rangs ouvriers. Ce débat renvoyant à une compréhension plus approfondie de ce que fut réellement le processus de dégénérescence des PS et PC autrefois ouvriers, le congrès a procédé dans son principal document programmatique, la plate-forme, à des rectifications "d'un certain nombre de formulations schématiques conduisant à une interprétation erronée du processus de passage des partis ouvriers, PS et PC, dans le camp bourgeois", ceci en cohérence avec les travaux du congrès précédent sur les questions du danger de l'opportunisme et du centrisme dans les organisations politiques prolétariennes (7).

LE SENS DE CE CONGRES

Ce congrès a adopté aussi une résolution et un texte d'orientation envers le milieu révolutionnaire (4). Dans l'esprit de ces textes, pour la confrontation politique publique entre groupes politiques, nous invitons l'ensemble des groupes du milieu révolutionnaire international à prendre connaissance et à se prononcer sur les travaux de ce congrès.

La situation s'accélère. L'issue des affrontements de classe décisifs que nous allons vivre se joue déjà aujourd'hui. Les toutes petites forces révolutionnaires, les quelques groupes communistes de par le monde, ont une immense responsabilité. Leur capacité à y faire face, elle aussi se joue aujourd'hui. Non seulement dans la reconnaissance de l'accélération de la situation. Mais surtout dans leur capacité à s'engager sur la voie d'une véritable avant-garde politique, sur la voie de l'engagement militant, de l'affrontement politique à la bourgeoisie sur le terrain même de la lutte de classe, dans le combat quotidien pour la défense des conditions de vie de la classe ouvrière.

Y renoncer aujourd'hui, c'est s'en rendre incapable demain. Y renoncer aujourd'hui, c'est tourner le dos à la perspective de la construction du parti communiste mondial de demain. Les révolutionnaires ne peuvent pas renoncer devant le combat de classe. Ou alors ils disparaissent inévitablement.

Tel est le message du 7è congrès du CCI: ni le prolétariat, ni les révolutionnaires ne peuvent fuir le combat de classe difficile et dramatique que le capitalisme leur impose. C'est guerre ou révolution. C'est socialisme ou barbarie.

CCI

---

(1) Résolution sur la situation internationale adoptée au 6è congrès, Revue Internationale n°44 (1e trimestre 1986).
(2) Voir les différentes publications territoriales et Revue Internationale du CCI depuis 1985.
(3) Résolution adoptée sur les activités du CCI, 7è congrès.
(4) A paraître fin septembre dans la Revue Internationale n°51 (4è trimestre 1987).
(5) Voir "Les glissements centristes vis-à-vis du conseillisme", Revue Internationale n°42 (3è trimestre 1985).
(6) Voir "Opportunisme et centrisme", Revue Internationale n°43 et 44 (4è trim.85/1e trim.86).
(7) Résolution d'adoption de la rectification de la plate-forme, à paraître avec un texte d'orientation sur cette question dans la Revue Internationale n°51.

LA MISE AU PAS DE L'IRAN : ENCORE PLUS DE BARBARIE

La vaste campagne idéologique développée actuellement sur l'affaire Gordji et la "guerre des ambassades" entre la France et l'Iran, fait partie du plan orchestré par l'ensemble du bloc US, où tout s'enchaîne de manière admirable, plan qui vise avec évidence l'Iran.
Nous avons déjà à maintes occasions montré que l'Iran est la cible actuelle de l'offensive américaine, et que le bloc de l'Ouest n'a eu de cesse de maintenir une pression constante sur ce pays. Mais à terme, l'objectif principal, fondamental, est le bloc russe. Dans ce cadre d'offensive, l'Iran représente une épine empêchant les USA de développer en profondeur sa stratégie d'enfermement du bloc russe. C'est un nouveau pas significatif qui est franchi aujourd'hui dans le but de mettre l'Iran au pas des diktats du bloc, et ce qui est engagé ne l'est pas seulement pour faire peur ; la menace contre l'Iran est bien réelle et va s'affirmer.

Simultanément, en Grande-Bretagne, et surtout actuellement en France, la campagne idéologique est orchestrée par les gouvernements afin d'étayer et de justifier les menées militaires du bloc contre l'Iran. En effet, en faisant monter le ton autour de l'affaire Gordji, les autorités françaises cherchent ainsi à entretenir un sentiment belliqueux vis-à-vis de l'Iran. Il est bien évident que dans la mesure où l'idée est entretenue que l'Iran protège dans son ambassade un responsable des attentats de triste mémoire perpétrés à Paris en septembre 1986, toute initiative militaire sur le terrain prendrait du coup une justification encore renforcée. Et tout le battage fait autour des terroristes iraniens, de la rupture des relations diplomatiques avec la France, après la Grande-Bretagne il y a deux mois, toutes les justifications données à la présence de navires de guerre du bloc US vont dans le même sens : "défendre la paix", "arrêter la guerre Iran-Irak", "défendre les populations ici et les pétroliers là-bas" Mensonge ignoble ! La Résolution du Conseil des Nations Unies concernant la guerre Iran-Irak n'est qu'une fumisterie crapuleuse, quand on sait de plus que tous les pays impliqués dans le Golfe vendent des armes aux deux camps, et continuent à le faire.

Tous ces hauts personnages sont partis en croisade contre le Jihad islamique, et comme pour toutes les croisades, si le prétexte est "hautement" civilisé ou humanitaire, la réalité, c'est la guerre, le meurtre organisé, les tueries : la phase actuelle de l'offensive US va accentuer encore plus cette réalité, et la "Pax Americana" faire couler toujours plus de sang.

Voici plus de sept années que dure le conflit Iran-Irak ; sept années pendant lesquelles les différents pays pourvoyeurs d'armes du bloc impérialiste occidental ont alimenté régulièrement le massacre, qui en avions, qui en missiles. Les USA ont aussi bien approvisionné l'Irak que l'Iran, comme ce fut récemment confirmé avec l'affaire de "l'Irangate". La France a fait des affaires juteuses surtout avec l'Irak, en vendant ses vedettes, ses avions et autres missiles Exocet. Cette guerre est aussi une bonne aubaine pour les petits producteurs d'armes, comme la Chine qui vient de vendre un grand nombre de missiles "Silkworm" à l'Iran. Pendant toutes ces années cette guerre a fait plus d'un million de morts. La jeunesse iranienne, présentée le plus souvent par les médias comme une bande de fanatiques contents d'aller se faire tuer, est progressivement décimée, allant au front le fusil des "Pasdarans" dans le dos ! Ainsi, une génération entière d'une population est totalement sacrifiée au nom de la "défense de l'Islam", "contre lequel se sont liguées les nations hostiles à la religion de Dieu" (!).

La position stratégique que l'Iran occupe est essentielle, et les USA doivent à tout prix ramener ce pays au sein de leur bloc. En entretenant sciemment la guerre entre l'Irak et l'Iran, le bloc US a poursuivi pendant sept ans un double objectif : d'abord s'assurer de cette manière que ce pays ne puisse prendre aucune initiative éventuelle allant à l'encontre des intérêts du bloc, et surtout le soumettre à une pression constante, maniant simultanément "la carotte et le bâton". Ainsi, toutes les actions du bloc US dans cette région ont toujours eu pour objectif de tout faire pour que l'Iran se trouve dans une situation telle que la seule issue qui lui reste soit de se plier à ses volontés.

Cette stratégie d'usure et de pression constante sur l'Iran est rentrée aujourd'hui dans une nouvelle phase d'intensification et d'accélération. Jamais, depuis la 2e guerre mondiale autant de bateaux de guerre n'avaient circulé dans le Golfe Persique. Prenant pour prétexte la garantie de la libre circulation des tankers des pays arabes, et en particulier koweïtiens, les USA, la France et la Grande-Bretagne déploient actuellement un arsenal impressionnant pour soi-disant assurer la protection de ces bateaux de commerce. Ainsi, 11 des 22 tankers koweïtiens circulent aujourd'hui sous pavillon américain, sont pilotés par des officiers américains, sont escortés par la marine américaine. De même, la France a dépêché sur place un escorteur rapide et le navire amiral "La Marne", tandis que la Grande-Bretagne protège ses propres bateaux de commerce avec deux frégates et un destroyer lance-missiles.

Tout ce branle-bas de combat aurait été officiellement provoqué par l'installation par l'Iran de bases de missiles sur les rives du détroit d'Ormuz, et par les incessantes attaques dont seraient l'objet les bateaux de commerce de la part de l'aviation et de la marine iraniennes. L'ironie de l'affaire, c'est que ce qui est le prétexte déclenchant l'arrivée de cette armada a été le bombardement d'une vedette américaine par un missile... irakien ! Tout cela est orchestré par le bloc simplement pour pouvoir encore plus accuser... l'Iran de faire monter la pression dans le Golfe.

Toute la machine guerrière du bloc de l'Ouest est aujourd'hui clairement en action dans le but de serrer un peu plus son étreinte étouffante autour de l'Iran. Un Gordji qui est pris comme un rat dans son ambassade est à lui seul un symbole de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Iran. Progressivement pris au piège de la guerre avec l'Irak, puis systématiquement assiégé, l'Iran est aujourd'hui directement pris à la gorge par le bloc US. Tout est organisé pour que le terrain soit le mieux dégagé possible pour des initiatives militaires directes contre l'Iran. Les responsables de l'administration Reagan ont d'ailleurs laissé clairement entendre qu'ils n'excluaient absolument pas une intervention pour détruire les bases de missiles iraniennes.

Aujourd'hui, l'Irak dispose de 5 fois plus d'avions que l'Iran, d'une puissance d'artillerie 3 fois supérieure, et les USA sont maintenant présents dans le Golfe avec 6 escorteurs lance-missiles de 8000 tonnes et 85 avions de combat ! De plus, "à l'arrière", les verrous les plus importants ont été récemment bloqués par les USA et la France, que ce soit celui de la Libye ou que ce soit celui du Liban qui est actuellement fermement surveillé et encadré par les forces syriennes. Dans son isolement et et face à cette armada, le gouvernement iranien n'a comme seul recours que d'envoyer de soi-disant "volontaires" de quinze ans (les "bassidji") s'écraser contre les bateaux ennemis, enfermés dans des vedettes ou des avions bourrés d'explosifs. De plus en plus, il ne reste au gouvernement iranien qu'une stratégie de type "kamikaze" et faire mine de tenir la dragée haute au bloc US en durcissant son attitude face au bloc et pressurant toujours plus la population.

Derrière les discours de paix et de "bonne volonté", c'est l'accentuation des tensions guerrières et de la barbarie qui va se développer.

Il est aujourd'hui très clair que l'impérialisme occidental accentue l'offensive. Il est en train de préparer ses futurs crimes et cherche à les justifier d'avance. Un partage des tâches s'est opéré entre les principaux pays de ce bloc, les USA, la Grande-Bretagne, et surtout la France qui fait monter la tension avec Téhéran à travers la question des otages français au Liban, tandis que la RFA joue les bons offices médiateurs.

A l'heure où est écrit cet article, il est encore difficile de dire jusqu'à quel point exact peut se hisser la tension actuelle ; cela dépendra essentiellement de l'attitude du gouvernement iranien qui est dans une position de faiblesse grandissante. Il n'en reste pas moins que nous assistons à l'entrée dans une phase supérieure des tensions impérialistes dans la mesure où, si les USA parviennent dans l'immédiat à faire plier l'Iran, cela a pour conséquence immédiate un resserrement de l'étau US autour des frontières de l'URSS.

Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, ce n'est donc pas vers une situation de stabilité et de paix que nous allons : si le bloc US accélère et appuie avec une vigueur sans précédent sa pression sur l'Iran, c'est afin de mieux se mettre en position pour étouffer toujours plus son rival russe. Et c'est donc non seulement dans la région du Moyen-Orient que les tensions guerrières et la barbarie vont s'accentuer, mais c'est aussi et surtout au niveau global des relations entre les deux grands blocs impérialistes, américain et russe.

G.Baldwin 17/7/87

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.
- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.
- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.